



Un budget pour qui ?

Depuis des années, les différents gouvernements clament haut et fort leur volonté de réduire les inégalités et arriver à plus justice sociale. Pour cela ils mettent en œuvre des politiques dites de l'offre qui a pour but de rétablir la marge des entreprises qui ensuite investiront et créeront de l'emploi.

A la CGT, nous avons toujours expliqué que cette politique qui favorise le capital n'a pas pour but l'amélioration de la situation des populations, au contraire, elle développe la précarité, la pauvreté, le chômage et la dégradation des conditions de travail.

De plus la spéculation fait exploser le coût du capital, entraînant ainsi une pression sur les conditions de la création de valeur, et un déséquilibre en faveur du capital dans sa répartition.

Aujourd'hui, nombre d'études et d'articles n'émanant pas de la CGT arrivent à des conclusions qui s'approchent des analyses de la CGT.

Sur les dividendes:

Une étude du Cabinet Janus Henderson indique : que les dividendes versés aux actionnaires au 2nd trimestre de 2018 devraient atteindre 497,4 milliards de dollars soit une progression de 12,9% par rapport à 2017 ; que le montant total des dividendes versés en 2018 devraient atteindre 1 358 milliards de dollars (ce montant était de 1 250 milliards en 2017), que dans 12 pays dont la France, ce montant atteint des niveaux records et que parmi les 10 groupes qui versent le plus de dividendes au monde, la France est le plus représenté avec 3 entreprises dans ce classement (Sanofi n°4, BNP Paribas n°5 et Total n°10)

Sur la pauvreté :

Une étude de l'observatoire des inégalités publiée en octobre 2018 indique qu'en 10 ans le nombre de personnes pauvres sous le seuil de pauvreté à 50% (soit de 846€ par mois pour une personne seule, à 2115€ pour un couple avec 2 enfants de + de 14 ans) est passé de 4,4 millions de personnes en 2006 à 5 millions en 2016 soit 600 000 personnes de plus.

Dans la même période, la pauvreté au seuil de 50% est passée de 7,3% à 8 soit +0,7%.

Si l'on prend le seuil à 60% norme européenne (1015€ pour une personne seule à 2538€ pour un couple avec 2 enfants de + de 14 ans) de 8 millions à 8,8 millions soit +800 000, le taux passant 13,2 à 14,2 %.

Le nombre d'allocataires du RSA est passé de 1,3 millions en décembre 2007 à 1,7 million en décembre 2017 soit + 380 000 personnes.

Face à cette situation où d'un côté les dividendes n'ont jamais été aussi élevés et la pauvreté

jamais aussi prégnante, les budgets concoctés par le gouvernement inversent-ils ce mouvement ou le favorisent-ils ?

Une étude de l'Institut des politiques publiques (IPP) d'octobre 2018 de Mahdi Ben Jelloul, Antoine Bozio, Thomas Douenne, Brice Fabre et Claire Leroy « Budget 2019: l'impact sur les ménages » répond à cette question.

Le gouvernement prétend rendre 6 milliards d'€ de pouvoir d'achat avec le budget 2019.

Qu'en est-il ?

D'après cette étude on est loin des 6 milliards annoncés. Mais il convient de voir comment se répartit **ce montant de 1.2 milliard**.

L'étude conclut qu'il y a :

- Une perte pour les revenus les plus bas du fait de la sous-revalorisation des prestations sociales, de la réforme des allocations logement et de la hausse de la fiscalité sur le tabac et l'énergie ;

Mesures sur les ménages ipp INSTITUT DES Politiques Publiques

Mesures agrégées sur le pouvoir d'achat

Mesure	2018	2019
Baisse des prélèvements obligatoires	-0,1	4,4
Baisse des prestations sociales	0,1	-3,2
Total ménages	0,0	1,2

Source: REFS 2019, p. 95.

- une hausse pour les 1% les plus hauts revenus grâce à la mise en place du Prélèvement unique forfaitaire (PUL). En effet celui-ci est estimé à une perte de recettes pour l'état de 1,5 milliard lié à l'impôt sur le revenu et 2,2 milliards de prélèvements sociaux.

Si l'on ajoute la réforme de l'ISF sur les deux ans 2018/2019, le gain pour les 1% les plus riches est de 6%.

Une fois de plus la démonstration est faite, que l'argent existe, que les cadeaux aux plus favorisés loin de bénéficier aussi aux plus défavorisés ne font qu'aggraver les inégalités.

Au moment où le gouvernement **voudrait imposer de nouvelles réformes de régression sociale, retraite et chômage, il est possible, indispensable économiquement et utile socialement de faire différemment.**